

29 novembre 2017

LE PROGRÈS

L'EST
RÉPUBLICAIN

Le Républicain
Lorrain

le dauphiné
LIBÉRE

LE BIEN PUBLIC

lejournal
DE SAONE-ET-LOIRE

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

ALSACE

Vosges
matin

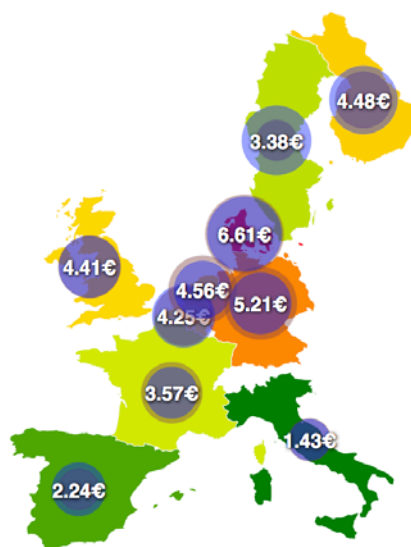
Le Journal de
LA HAUTE-MARNE

Voici cinq raisons pour lesquelles votre facture d'eau va augmenter

Le Fédération des professionnels des entreprises de l'eau (FP2E) [a présenté cette semaine son rapport 2017](#): le prix de l'eau en France (assainissement et distribution) reste parmi les moins chers d'Europe. Mais les défis de l'avenir laissent entrevoir une hausse des tarifs...

D'abord, l'eau "française" est plutôt moins chère que celle de ses voisins: à 3,57€ le mètre cube en moyenne (pour une consommation standard de 120 m3 par an pour un foyer de trois personnes):

Le mètre cube d'eau en Europe



Seules l'Italie, l'Espagne et, de peu, la Suède, affichent un prix du mètre cube inférieur.

Une eau potable bon marché

L'eau du robinet ne représente que 0,8% du budget des ménages français, dont un grand nombre consomme de l'eau en bouteille, pourtant 1000 fois plus chère. La FP2E insiste encore: selon elle, 82% des Français trouvent "normal" de payer pour les investissements pour rendre l'eau potable.

Cinq défis à relever

Autant d'éléments qui devraient justifier une hausse des tarifs de l'eau... d'autant que les arguments des professionnels ne manquent pas.

1

Climat : l'eau plus rare, plus fragile



Getty Images

En cette fin 2017, les trois quarts de la France sont en sécheresse depuis... plus d'un an. Et un quart des départements font toujours l'objet de restrictions d'usage de l'eau - un niveau inédit. Les entreprises de l'eau (privées, donc Véolia, Saur, Suez...) estiment qu'elles vont devoir investir et innover massivement pour pallier les effets des changements climatiques. Autant de coûts supplémentaires à attendre, même si une partie d'entre eux devrait entraîner des économies à l'usage.

« À peine 0,1% des eaux usées traitées est aujourd'hui réutilisé en France - essentiellement en arrosage d'espaces verts. L'objectif de la Commission européenne est de multiplier ce nombre par 6 »

La FP2E pointe cette piste comme permettant des économies, notamment dans des régions en "stress hydrique". Les eaux usées traitées ne peuvent pas, en France, servir à la consommation humaine. Mais elles peuvent être utilisées pour l'arrosage de grandes surfaces comme les golfs, par exemple.

2

Infrastructures : sous-investissement chronique



Getty Images

En France, on dénombre 1 million de kilomètres de canalisations pour la distribution d'eau potable, et 1,4 million en intégrant l'évacuation des eaux usées. Actuellement, on ne renouvelle que 0,6 à 1% du réseau chaque année... soit 160 ans pour le renouveler intégralement. Or une canalisation dispose d'une durée de vie théorique de 30 à 80 ans, au-delà desquels le risque de fuite ou de casse croît. Plutôt que 800 millions d'euros, c'est au moins le double que les entreprises de l'eau devraient dépenser, à l'avenir, pour y remédier.

Non-paiement des factures : une loi inadaptée?



Getty Images

La loi Brottes, du nom de l'ex-député de l'Isère, devait protéger les plus démunis: même en cas de non-paiement de leur facture, cette loi a rendu impossible la coupure d'eau. Effet pervers: les professionnels privés de l'eau ont remarqué, depuis, une forte hausse du nombre d'impayés. Une explosion encore plus forte en régions publiques, selon la FP2E. Le remède? "On s'adapte", répond Tristan Mathieu, son vice-président. Autrement dit: on répercute des impayés plus nombreux -et parfois injustifiés- sur l'ensemble des factures. D'autant que la TVA d'une partie de la note a subi un doublement ces dernières années (de 5,5% à 10), aboutissant à une hausse de 2% de la facture globale.

Réduire la fracture territoriale hydrique



Getty Images

C'est un constat sans appel: le taux de non-conformité microbiologique de l'eau distribuée en zone rurale est 20 fois supérieur qu'en ville. En cause, notamment: des unités de traitement et de distribution souvent moins modernes et moins adaptés, selon la FP2E, qui pointe bien entendu sa propre expertise en la matière. Mais dans ce cas-là, même en mutualisant ces services sur des territoires étendus, l'amélioration de la situation aura évidemment un coût pour l'abonné au service de l'eau. D'autant qu'elle prône aussi un autre équipement coûteux - mais efficace: la généralisation des "services d'eau intelligents" pour tous.

Les nouveaux défis de l'eau au XXI^e siècle



Getty Images

Risque d'attaque terroriste, zones soumises au risque d'inondation, nouvelles pollutions: autant de défis à la sécurité de l'eau, le bien le plus contrôlé et surveillé. S'inspirant des 120 stations d'épuration suisses, capables de traiter 80% des micropolluants d'ici à 2035, la FP2E souhaite utiliser les technologies existantes pour en faire autant. Le risque d'inondation (122 territoires très exposés) et terroriste nécessite, selon elle, de lourds investissements. Les seules inondations qui ont frappé l'Île-de-France, en 2016, ont coûté 1,2 milliard d'euros.

La FP2E envisage désormais de se faire entendre des pouvoirs publics lors des Assises de l'eau, prévues au printemps.

Pour financer les investissements, la FP2E suggère de mieux orienter les subventions, notamment européennes: selon elle, la France n'a consommé que 4% des 15 milliards d'euros d'aides européennes auxquelles elle a droit (en trois ans, sur 7 ans au total). En cause: une gestion de ces demandes de subventions par les régions... qui ne disposent pas de la compétence "eau".

Or "les subventions déclenchent les investissements", selon M. Mathieu, vice-président de la FP2E.